

Après les fastes de la *Semaine-Sainte*, l'Exigence laïque : rompre avec les Accords avec le Vatican

Chaque année, les rues de nombreuses villes espagnoles se couvrent d'or, d'encens et de processions spectaculaires. La *Semaine-Sainte* y déploie toute sa puissance symbolique : défilés grandioses, démonstrations publiques de ferveur, présence massive dans l'espace public.

À cela s'ajoutent des éléments qui, en Espagne même, alimentent une controverse croissante : participation de responsables politiques, mobilisation de moyens publics, et dans certains cas, présence de l'Armée – comme celle de la **Légion espagnole** à Málaga – symbole pour beaucoup d'un mélange persistant entre pouvoir, religion et héritage franquiste.

On pourrait croire que ce déploiement de tradition, de ferveur et de puissance sociale suffirait à marginaliser toute contestation. C'est l'inverse qui se produit.

Loin d'être découragés, les laïques contre-attaquent

Au lendemain de ces célébrations fastueuses, plus de 40 organisations (dont l'**Association Internationale de la Libre Pensée**, la **Fédération nationale de la Libre Pensée française**, la **NSS la Libre Pensée anglaise**, **Europa Laica d'Espagne**, les **Athées et Libres Penseurs de Catalogne**) et une centaine de personnalités lancent un *Manifeste* clair et sans ambiguïté pour exiger la **dénonciation des accords entre l'État espagnol et le Vatican**. Signés à la fin des années 1970, dans le sillage direct du Franquisme, les accords avec le Saint-Siège perpétuent encore aujourd'hui des **privilèges indus accordés à l'Église catholique**.

Financement public, présence institutionnelle dans l'éducation, avantages fiscaux : autant de dispositifs qui placent une confession au-dessus des autres – et au-dessus des citoyens eux-mêmes. Pour les signataires, le constat est sans appel : ces accords sont **anachroniques, injustes et contraires au Principe de Laïcité**.

Ce *Manifeste* ne se contente pas de dénoncer. Il appelle à agir pour construire un État réellement neutre, où aucune religion ne bénéficie de traitement privilégié. Autrement dit, mettre fin à une situation où le pouvoir politique continue de **subventionner, protéger et légitimer une institution religieuse particulière**. Comment parler de liberté de conscience quand l'argent public finance une Église ? Comment parler d'égalité quand une religion est institutionnellement favorisée ?

Les Signataires viennent d'horizons différents : intellectuels, artistes, militants, mais partagent une même conviction : **la Démocratie ne peut coexister avec des privilèges religieux hérités d'un autre temps**.

Ils s'adressent directement au gouvernement afin d'en finir avec les promesses non tenues ou les débats abstraits, appellent à tenir l'**engagement politique** pris qui consistait en réviser, voire dénoncer **les Accords avec le Saint-Siège (1976-1979)**

C'était l'**engagement central** de **Pedro Sánchez** en matière de **Laïcité** avec l'objectif affiché de mettre fin aux privilèges de l'Église catholique et aligner l'Espagne sur un modèle de **Séparation** plus clair. Mais cet engagement a été répété, mais **jamais réellement appliqué** jusqu'à présent. Le **PSOE** défend officiellement la transformation de l'Espagne en **État pleinement laïque** (et non simplement "*aconfessionnel*" comme dans la Constitution actuelle) ; Cela implique la Neutralité

stricte des Institutions, la fin des symboles religieux dans les actes officiels et l'Égalité entre croyants et non-croyants

Autre promesse importante : **réduire ou supprimer les financements publics indirects** à l'Église catholique, notamment le système de l'impôt (case **IRPF**) et certaines exonérations fiscales. Là encore, des ajustements mineurs ont eu lieu, mais pas de réforme structurelle.

Un autre engagement récurrent n'a pas été respecté : **sortir l'enseignement religieux du cœur du système éducatif public pour** réduire son poids dans les programmes, renforcer une éducation civique laïque. Lors de son 41^{ème} Congrès, le **PSOE** avait proposé d'en finir avec 45 ans d'Accords éducatifs entre l'Espagne et le Vatican. Des modifications ont certes été faites, mais la religion reste présente à l'école.

Autre sujet : récupérer les biens de l'Église (immatriculations)

Un sujet très sensible : récupérer ou clarifier la propriété des quelques 100 000 biens enregistrés par l'Église (églises, terrains, bâtiments). Là encore le gouvernement a publié une liste et engagé des discussions, mais sans remise en cause massive. **Alors que la législature n'est pas encore terminée, il est encore temps d'agir !**

Au fond, ce manifeste pose une question de souveraineté : qui décide des règles communes, les Institutions démocratiques ou des Accords passés avec une autorité religieuse ?

En demandant la fin de ces accords, les Signataires réclament une chose essentielle, que l'État redevienne pleinement maître de ses choix, libéré de toute tutelle confessionnelle. Ce combat dépasse largement le cas espagnol.

Il renvoie à un principe universel : **la Séparation effective entre les Églises et l'État**. Pas une laïcité de façade, mais une Laïcité réelle les croyances relèvent strictement de la sphère privée, et où l'espace public appartient à toutes et tous, sans distinction.

Un appel à amplifier

Ce *Manifeste* n'est qu'un début. Une campagne de signatures est en cours pour élargir encore le soutien citoyen et faire pression sur les institutions afin de **tourner la page des privilèges religieux** et de construire une démocratie pleinement cohérente avec ses principes.

Soutenir cet Appel est nécessaire et salutaire à l'heure où les Principes démocratiques sont mis en question dans les grandes largeurs.

José Arias

Liste des premiers Signataires et pour Signer : <https://laicismo.org/mas-de-40-organizaciones-y-100-personalidades-firman-un-manifiesto-por-la-derogacion-de-los-acuerdos-con-la-santa-sede/>